



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 DU 12 OCT 2026
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DE LA ROUTE LOUM-KUMBA-EKONDO TITI - MUNDEMBA-ISANGUELE-AKPA, DANS
LES REGIONS DU LITTORAL ET DU SUD OUEST,
SECTION 2 : EKONDO-TITI-MUNDEMBA (53,58 Km), Y COMPRIS LA
PENETRANTE VERS MUNDEMBA (0,544 KM).

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution des travaux de construction de la route EKONDO-TITI-MUNDEMBA (53,58 Km), y compris la pénétrante vers Mundemba (0,544 Km) dans la Région du Sud-Ouest, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence financé par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2027, 2028 et 2029.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent les tâches suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

➤ Installations de chantier :

- Les installations de chantier proprement dites (base vie, bureaux, locaux et logements de l'Entrepreneur, centrales de béton, d'enrobage et de concassage, laboratoire de chantier, matériels, engins et équipements nécessaires) ;
- Les déplacements des réseaux aériens et enterrés situés dans l'emprise des travaux ;
- Les études et les divers travaux topographiques, sondages et essais géotechniques à effectuer dans le cadre des dossiers d'exécution des travaux ;
- La recherche, l'ouverture, l'exploitation et la remise en état des gîtes d'emprunt et des carrières de matériaux ;
- Le maintien de la circulation et l'aménagement des déviations provisoires nécessaires, quelles que soient la nature et l'importance des travaux.

➤ Dégagement des emprises :

- Le déforestation, le débroussaillage, l'abattage d'arbres et le nettoyage sur une bande de largeur limitée à 5,0 m mesurée à partir du bord de la chaussée, l'enlèvement des buses existantes, la démolition d'ouvrages et constructions diverses, la scarification de la couche de surface de la chaussée existante sur la totalité de la plate-forme, ainsi que l'appui à l'Administration pour la libération des emprises. L'expropriation et l'indemnisation des personnes affectées par le projet relèvent exclusivement de l'Administration et ne sont pas à la charge de l'Entrepreneur.

➤ Terrassements généraux :

- Les déblais de toutes natures, y compris rocheux, les remblais provenant des déblais ou d'emprunt, la reconstruction de la plate-forme en remblai, les terrassements en redans conformément aux plans types du projet, la recherche, l'ouverture de zones de dépôt et la mise en dépôt des matériaux excédentaires, le transport des matériaux jusqu'aux lieux d'emploi ou de dépôt, le curage des éboulements de talus et leur réglage conformément aux instructions du Maître d'Ouvrage, ainsi que l'engazonnement, le fascinage et la stabilisation des talus.

➤ Travaux de chaussée :

- Le réglage, le compactage et la mise en forme de l'assise de la chaussée et des accotements ;
- La chaussée, de largeur 7,00 m, est bordée de deux (02) accotements de 1,50 m chacun et d'une berme (en section en remblai). Sa structure comprend :
- Revêtement en béton bitumineux semi-grenu 0/14, épaisseur 5 cm ;
- Couche d'accrochage au liant bitumineux entre les couches de fondation, base, et le revêtement ;
- Couche de base soit en grave-bitume (0/20) d'épaisseur 8 cm), soit en grave concassée (0/31.5),

- d'épaisseur 20 cm y compris extraction, transport et mise en œuvre ;
- Couche de fondation soit en grave naturelle (0/25) d'épaisseur 20 cm, soit en grave concassée (0/25) d'épaisseur 15 cm y compris extraction, transport et mise en œuvre ;
- Couche de forme soit en pouzzolane d'épaisseur 30 cm, soit en grave latéritique d'épaisseur 50 cm y compris extraction, transport et mise en œuvre ;
- Couche de forme en grave latéritique ($e = 0,50$ m), y compris extraction, transport et mise en œuvre.
- Les accotements, revêtus d'un enduit superficiel bicouche, comprennent :
 - o Imprégnation au bitume fluidifié ;
 - o Enduit superficiel bicouche.

➤ **Assainissement et drainage :**

- **Le drainage de la plate-forme et les ouvrages d'assainissement comprennent :**
 - les ouvrages de drainage longitudinal comprenant les fossés en terre ou bétonnés, les caniveaux rectangulaires bétonnés au niveau des trottoirs et hauts remblais et les accotements en cunette bétonnés au niveau des hauts talus de déblai ;
 - les dispositifs de collecte des ruissellements de la plate-forme et de ses abords comprenant les fossés de crête en terre ou bétonnés, les descentes d'eau amont et aval en béton armé, et les ouvrages de recueil en pied ;
 - les buses en béton armé Ø800 ou Ø1 000 mm y compris puisards et ouvrages de tête amont et aval en béton armé ;
 - les dalots en béton armé simples ou multiples y compris les ouvrages de tête amont et aval en béton armé ;
 - les ouvrages spéciaux tels que descentes d'eau, bordures caniveaux, tranchées drainantes, dalles pour passages piétons...
 - les autres ouvrages de protection et de soutènement, notamment les murs en gabions, les enrochements, les perrés maçonnés et les aménagements spéciaux de protection contre les érosions des sols de surface.
- La réalisation des ouvrages d'art, comprenant les installations spécifiques à la construction des ponts, les essais géotechniques complémentaires, la construction des culées et des piles en béton armé, des tabliers (poutres et dalles), des superstructures et des équipements des ponts ;
- La signalisation et les équipements de sécurité, comprenant les dispositifs de retenue tels que les glissières de sécurité, la signalisation horizontale et verticale de prescription et directionnelle, les balises, les bornes kilométriques et l'éclairage public ;
- L'aménagement de carrefours au niveau des principales intersections ;
- Les aménagements liés à l'exploitation de la route, tels que les aires de stationnement ponctuel dans les traversées d'agglomérations et les aires de repos et de stationnement des poids lourds ;

NB : Tous ces aménagements (carrefour, aires de stationnement et de repos, ouvrages transversaux etc...) seront implantés et nivelés par des opérations de piquetage de tous les points constituant tous leurs contours et leurs diverses formes à l'aide des appareils topographiques adéquats. Un suivi topographique permanent s'avère donc nécessaire.

- Les travaux divers comprenant la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnemental, la remise en état des sites, les aménagements, équipements et services pour le respect des dispositions environnementales, le suivi environnemental du chantier, la réalisation des infrastructures connexes et les aménagements et équipements à réaliser tels qu'avertisseurs, accès aux points d'eau, embellissement des entrées d'agglomérations...
- Les travaux à réaliser suivant les approches Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO), en privilégiant l'utilisation de la main-d'œuvre, du savoir-faire, des matériaux et des services locaux, conformément à la fiche des activités minimales HIMO (Pièce N°10 – Annexe 16).

NB : Le détail estimatif reprend les quantités présumées pour l'ensemble des travaux. La rémunération de l'Entrepreneur est basée sur les quantités réellement exécutées mesurées contradictoirement et prises en attachement.

3. Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert sont constitués en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° de lot	Régions	Intitulé	Linéaire Estimé (km)	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type d'intervention
Lot unique	Sud-Ouest	Exécution des travaux de Bitumage de la route EKONDO-TITI-MUNDEMBA (53,58 Km), y compris la pénétrante vers Mundemba (0,544 Km)	54,124	44 977 697 171	24	Construction de la Route

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de **Quarante-quatre milliards neuf cent soixante-dix-sept millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille cent soixante-onze (44 977 697 171)** de Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution du marché prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de vingt-quatre (24) mois calendaires (hors période de garantie). Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses, à l'exception des cas de force majeure.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Travaux Publics de droits camerounais de catégorie A du sous-secteur d'activités « route ».

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est uniquement : « **En ligne (online)** ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission (caution de soumission et récépissé de consignation délivré par la CDEC). La caution de soumission devra être timbrée, acquittée à la main et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à 10 000 000 (Dix millions) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ième étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieudit centre administratif, porte 4/36, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu-dit centre administratif, porte 4/36, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO d'un million (1 000 000) de Francs CFA, payable au Trésor Public.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en indiquant leur adresse complète (boîte postale, numéros de téléphone, fax, e-mail...). La quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 17 NOV 2025 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB, accompagnée d'une copie de l'accusé de dépôt sur la plateforme COLEPS, de l'original du récépissé de la CDEC ainsi que de l'original de la caution de soumission, devra parvenir sous pli scellé portant la mention claire et lisible « copie de sauvegarde », au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu-dit centre administratif, porte 4/36, au plus tard le 17 NOV 2025 à 11 heures, et déposée contre décharge. Ce pli devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 DU 12 OCT 2025
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA
ROUTE LOUM-KUMBA-EKONDO TITI - MUNDEMBA-ISANGUELE-AKPA, DANS LES REGIONS DU
LITTORAL ET DU SUD OUEST, SECTION 2 : EKONDO-TITI-MUNDEMBA (53,58 Km), y compris
la pénétrante vers Mundemba (0,544 Km).**

**(COPIE DE SAUVEGARDE, RÉCÉPISSÉ DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE
SOUMISSION) »**

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

- Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Seront également irrecevables les plis non conformes au mode de soumission.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du récépissé CDEC ou de la caution de soumission timbrée établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 17 NOV 2026 à **12 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, siégeant dans sa salle de réunion à l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieudit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

a) Du Dossier administratif non conforme en raison :

- de l'absence ou de la non-conformité, à l'ouverture des plis, de l'original du cautionnement de soumission (caution de soumission et récépissé CDEC) ;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) lors de l'ouverture des plis ;

b) De l'Offre technique non conforme en raison :

- de l'absence d'une note méthodologique d'exécution des travaux ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois (03) dernières années et de non-inscription sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;

- de la non-justification de la possession en propre, en location ou en leasing, du matériel minimum suivant (justificatifs conformes au RPAO) :
 - ✓ Station de concassage de capacité > 1000 m³/jour (01) ;
 - ✓ Centrale à béton de capacité 10 m³/h au moins (01) ;
 - ✓ répandeuse de liant ≥ 9500 l (01) ;
- de l'absence d'un Directeur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques suivantes en Génie Civil, au moins niveau BAC+5 ou plus et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ayant au moins dix (10) ans d'expérience générale en BTP et ayant occupé au moins le poste de Conducteur des Travaux d'au moins deux (02) projets similaires ;
- de l'absence d'une déclaration d'engagement pour les approches HIMO (modèle Pièce N°16 du DAO) intégrant l'engagement de formaliser, avant le démarrage des travaux, une convention de partenariat avec les communes du ressort des travaux ;
- de l'absence d'une capacité de financement délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances d'au moins **quinze milliards (15 000 000 000) FCFA** ;
- de l'absence des preuves d'acceptation des clauses du marché (CCAP et CCTP paraphés et signés) ;
- De la non satisfaction de trois (03) critères essentiels sur quatre (04) dont obligatoirement les critères matériel et personnel ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée

c) De l'Offre financière non conforme en raison :

- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission timbrée, datée et signée, le BPU avec les prix en chiffres et en lettres, le DQE, les sous-détails des prix unitaires) ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de la non-conformité des sous-détails des prix unitaires au modèle fourni dans le DAO ;

d) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

e) Du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en ligne ;

15.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire au moins à **trois (03) critères** sur les **quatre (04) critères** dont obligatoirement les critères matériel et personnel.

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur **01 critère** ;
- b) Le matériel à mobiliser sur **01 critère** ;
- c) Les références du soumissionnaire sur **01 critère** ;
- d) Attestation et Rapport illustré de visite du site **01 critère**.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

Le présent Appel d'Offres est constitué d'un lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage, à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieudit centre administratif, porte 4/36, tél : 222 22 92 34 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

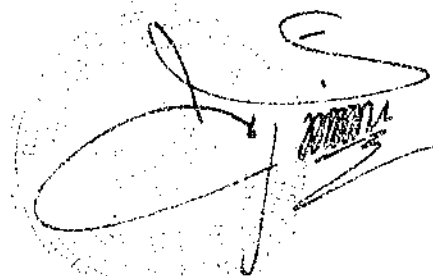
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 32 OCT 2024
Le Ministre des Travaux Publics

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- MINTP;
- Président de la CIPM-TCRI ;
- Président de la CCCM-TR ;
- Affichage chrono



Emmanuelle NEANOU



0088 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 0088/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 OF 12 OCT 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF CONSTRUCTION WORKS ON
THE LOUM-KUMBA-EKONDO TITI-MUNDEMBA-ISANGUELE-AKPA ROAD, IN THE
LITTORAL AND SOUTH-WEST REGIONS,
SECTION 2: EKONDO-TITI - MUNDEMBA (53.58 KM), INCLUDING THE MUNDEMBA
ACCESS ROAD (0.544 KM).

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the execution of the construction works of the Ekondo-Titi - Mundemba road (53.58 km), including the Mundemba access road (0.544 km), in the South-West Region, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches, on behalf of the Government of Cameroon, an Open National Call for Tenders in emergency procedure, financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, 2026, 2027 and 2028 financial years.

2. Scope of works

The works include the following tasks, the list of which is not exhaustive:

➤ **Site installation:**

- Site facilities proper (base camp, contractor's premises and housing, necessary equipment and machinery, concrete and crushing plants, laboratory, offices, housing, site equipment and materials required);
- Relocation of overhead and underground utility networks located within the right-of-way;
- Studies and various topographical surveys, soundings and geotechnical tests to be carried out for the works execution files;
- Search for, opening, operation and rehabilitation of borrow pits and quarries of natural materials;
- Maintenance of temporary traffic and construction of the necessary diversions, whatever the nature and extent of the works.

➤ **Right-of-way clearing:**

- Deforestation, bush clearing, tree felling and cleaning over a strip limited to 5.0 m from the edge of the carriageway, removal of existing pipe culverts, demolition of various structures and buildings, scarification of the surface layer of the existing carriageway over the entire platform, expropriation and compensation.

➤ **General earthworks:**

- Excavation of all kinds including rock, fills from excavation or borrow, reconstruction of the embankment platform, benched earthworks in accordance with the project standard drawings, search for and opening of spoil areas and disposal of surplus materials, transport of materials to places of use or disposal, clearing of slope slides and their trimming in accordance with the Project Owner's instructions, and grassing, fascining and stabilisation of slopes.

➤ **Pavement works:**

- Levelling, compaction and shaping of the pavement and shoulder bed;
- Lateritic gravel capping layer, including extraction, transport and placing;
- 0/31.5 crushed aggregate sub-base course (thickness 0.20 m);
- Prime coat with cut-back bitumen;
- Double surface dressing;
- Tack coat with cut-back bitumen;
- The 7 m wide carriageway is bordered by two 1.5 m wide shoulders and a berm (in embankment sections). It comprises:
- 5 cm thick semi-coarse asphalt concrete wearing course;
- 8 cm thick 0/20 bituminous gravel base course;
- 0/25 crushed aggregate sub-base course (thickness 0.15 m);
- Natural gravel sub-base course (thickness 0.20 m), including extraction, transport and placing;



OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. _____ /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 OF 12 OCT 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF CONSTRUCTION WORKS ON
THE LOUM-KUMBA-EKONDO TITI-MUNDEMBA-ISANGUELE-AKPA ROAD, IN THE
LITTORAL AND SOUTH-WEST REGIONS,
SECTION 2: EKONDO-TITI - MUNDEMBA (53.58 KM), INCLUDING THE MUNDEMBA
ACCESS ROAD (0.544 KM).

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the execution of the construction works of the Ekondo-Titi - Mundemba road (53.58 km), including the Mundemba access road (0.544 km), in the South-West Region, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches, on behalf of the Government of Cameroon, an Open National Call for Tenders in emergency procedure, financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, 2026, 2027 and 2028 financial years.

2. Scope of works

The works include the following tasks, the list of which is not exhaustive:

➤ Site installation:

- Site facilities proper (base camp, contractor's premises and housing, necessary equipment and machinery, concrete and crushing plants, laboratory, offices, housing, site equipment and materials required);
- Relocation of overhead and underground utility networks located within the right-of-way;
- Studies and various topographical surveys, soundings and geotechnical tests to be carried out for the works execution files;
- Search for, opening, operation and rehabilitation of borrow pits and quarries of natural materials;
- Maintenance of temporary traffic and construction of the necessary diversions, whatever the nature and extent of the works.

➤ Right-of-way clearing:

- Deforestation, bush clearing, tree felling and cleaning over a strip limited to 5.0 m from the edge of the carriageway, removal of existing pipe culverts, demolition of various structures and buildings, scarification of the surface layer of the existing carriageway over the entire platform, expropriation and compensation.

➤ General earthworks:

- Excavation of all kinds including rock, fills from excavation or borrow, reconstruction of the embankment platform, benched earthworks in accordance with the project standard drawings, search for and opening of spoil areas and disposal of surplus materials, transport of materials to places of use or disposal, clearing of slope slides and their trimming in accordance with the Project Owner's instructions, and grassing, fascining and stabilisation of slopes.

➤ Pavement works:

- Levelling, compaction and shaping of the pavement and shoulder bed;
- Lateritic gravel capping layer, including extraction, transport and placing;
- 0/31.5 crushed aggregate sub-base course (thickness 0.20 m);
- Prime coat with cut-back bitumen;
- Double surface dressing;
- Tack coat with cut-back bitumen;
- The 7 m wide carriageway is bordered by two 1.5 m wide shoulders and a berm (in embankment sections). It comprises:
 - 5 cm thick semi-coarse asphalt concrete wearing course;
 - 8 cm thick 0/20 bituminous gravel base course;
 - 0/25 crushed aggregate sub-base course (thickness 0.15 m);
 - Natural gravel sub-base course (thickness 0.20 m), including extraction, transport and pl

- Pozzolana capping layer (thickness 0.30 m), including extraction, transport and placing;
- Lateritic gravel capping layer (thickness 0.50 m), including extraction, transport and placing.

➤ **Sanitation and drainage:**

- **Platform drainage and sanitation structures comprise:**

- longitudinal drainage structures, including earth or concrete ditches, rectangular concrete gutters along sidewalks and high embankments, and concrete-lined shoulder channels along high cut slopes;
- runoff collection devices on the platform and its surroundings, including earth or concrete crest ditches, upstream and downstream reinforced concrete chutes, and collection structures at the toe;
- Ø800 or Ø1000 mm reinforced concrete pipe culverts, including sumps and upstream and downstream reinforced concrete headwalls;
- single or multiple-cell reinforced concrete box culverts, including upstream and downstream reinforced concrete headwalls;
- special structures such as chutes, kerb gutters, drainage trenches, pedestrian crossing slabs, etc.;
- other protection and retaining structures, notably gabion walls, riprap, masonry pitching and special erosion protection works for surface soils.

- Engineering structures works, including the specific installation for bridge construction, additional geotechnical tests, construction of reinforced concrete abutments and piers, decks, beams, superstructures and bridge equipment.
- Road signs and safety equipment, including restraint devices such as safety barriers, horizontal and vertical regulatory and directional signs, markers, kilometre posts and street lighting.
- Development of junctions at the main intersections;
- Road operation facilities such as occasional parking areas in all built-up areas crossed, and rest and parking areas for heavy goods vehicles;

NB: All these facilities (junctions, parking and rest areas, cross-drainage structures, etc.) shall be set out and levelled by staking all points of their contours and shapes using appropriate surveying instruments. Permanent topographical monitoring is therefore required.

- Miscellaneous works, including implementation of the Environmental Management Plan, site restoration, facilities, equipment and services for compliance with environmental provisions, environmental monitoring of the site, related infrastructure, and facilities and equipment such as warning devices, access to water points and embellishment of town entrances.
- Works to be carried out using Labour-Intensive (HIMO) approaches, giving priority to local labour, know-how, materials and services, in accordance with the sheet of minimum HIMO activities (Document No. 10 – Annex 16).

NB: The bill of quantities sets out the estimated quantities for all the works. The Contractor shall be paid on the basis of the quantities actually executed, jointly measured and recorded.

3. Allotment

The works under this Open National Call for Tenders are grouped in a single (01) lot as follows:

Lot No.	Region	Title	Estimated length (km)	Estimated budget incl. taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
Single lot	South-West	Execution of asphalt surfacing works on the Ekondo-Titi - Mundemba road (53.58 km), including the Mundemba access road (0.544 km)	54.124	44,458,065,296	24	Road construction

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation is forty-four billion four hundred and fifty-eight million sixty-five thousand two hundred and ninety-six (44,458,065,296) CFA francs, all taxes included.

5. Estimated execution time frame

The overall execution time frame set by the Project Owner for the works is twenty-four (24) calendar months (excluding the warranty period). This time frame shall run from the date of notification of the service order to commence the works and shall include rainy periods as well as all bad weather and miscellaneous constraints, except for cases of force majeure.

6. Eligibility and origin

Participation in this Call for Tenders is open, on equal terms, to public works contractors or consortia of contractors governed by Cameroonian law, of category A of the "road" activity sub-sector.

7. Financing

The works under this Call for Tenders are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, 2026, 2027 and 2028 financial years. The corresponding resources are programmed as follows:

Lot No.	Estimated budget (CFAF incl. taxes)	Programming 2026	Programming 2027	Programming 2028
Single lot	44,458,065,296			

8. Bidding method

Bidding shall be carried out exclusively "online". In other words, offline submission is not possible.

9. Bid bond

Each tenderer shall include in its administrative documents a bid bond (bid bond and deposit receipt issued by the CDEC). The bid bond shall be stamped, hand-paid and issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, the list of which is given in Document 14 of the Tender Documents, for an amount of ten million (10,000,000) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the initial tender validity date. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond produced but unrelated to the consultation concerned shall be deemed absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The hard copy of the Tender Documents may be consulted free of charge during working hours at the Project Owner's offices, at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building housing the Central Services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, administrative centre, door 4/36, Tel.: 222 22 92 34, upon publication of this notice.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of the Public Contracts Regulatory Agency (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender Documents

The hard copy of the Tender Documents may be obtained from the Project Owner's offices, at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building housing the Central Services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, administrative centre, door 4/36, Tel.: 222 22 92 34, upon publication of this notice, against

payment of a non-refundable fee of one million (1,000,000) CFA francs for the purchase of the Tender Documents, payable into the Public Treasury.

Upon collection of the Tender Documents, tenderers shall register by indicating their full contact details (P.O. Box, telephone numbers, fax, e-mail, etc.). The payment receipt shall identify the purchaser as representing the company wishing to participate in the Call for Tenders.

The soft copy of the Tender Documents may also be downloaded free of charge from the above addresses. However, submission, whether offline or online, is subject to payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of tenders

For online submission, tenders shall be uploaded by the tenderer on the COLEPS platform no later than 17 NOV 2026 at 11 a.m.

In addition, an uncompressed backup copy of the tender saved on a USB flash drive or CD/DVD, together with a copy of the acknowledgement of submission on the COLEPS platform, the original of the CDEC deposit receipt and the original bid bond, shall be delivered in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building housing the Central Services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, administrative centre, door 4/36, no later than 17 NOV 2026 at 11 a.m., against a receipt. The envelope shall bear the following inscription:

« OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 17 OCT 2026 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2026 OF

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF CONSTRUCTION WORKS ON THE LOUM-KUMBA-EKONDO TITI-MUNDEMBA-ISANGUELE-AKPA ROAD, IN THE LITTORAL AND SOUTH-WEST REGIONS, SECTION 2: EKONDO-TITI - MUNDEMBA (53.58 KM), INCLUDING THE MUNDEMBA ACCESS ROAD (0.544 KM).

(BACKUP COPY, CDEC DEPOSIT RECEIPT AND ORIGINAL BID BOND) »

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents uploaded on the platform and constituting the tender shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

Tenderers shall use compression software to reduce the size of the files to be uploaded, where necessary.

13. Admissibility of tenders

Tenders received after the submission deadline shall be inadmissible.

Tenders that do not comply with the bidding method shall also be inadmissible.

Any tender that does not comply with the requirements of this Notice and of the Tender Documents shall be declared inadmissible, in particular in the absence of a stamped bid bond drawn up according to the model provided in the Tender Documents and issued by a bank or

insurance company approved and authorised to issue bonds for public contracts, valid for thirty (30) days beyond the tender validity period.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be produced in originals or copies certified true by the issuing service, in accordance with the Special Tender Regulations.

These administrative documents shall be valid for three (03) months, and their validity deadline shall be later than the date of launching of the Call for Tenders.

14. Opening of tenders

Tenders shall be opened in a single phase on 17 NOV 2026 at 12 noon sharp by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) of the Ministry of Public Works, sitting in its meeting room at the headquarters building of the Ministry of Public Works, at Etoudi, administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or be represented by one duly mandated person of their choice, even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be produced in originals or copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the Special Tender Regulations. They must be less than three (03) months old or have been issued after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of a document of the administrative file at the opening of tenders, the tender shall be rejected after expiry of a 48-hour period granted by the Tenders Board.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminatory criteria

These include in particular:

a) Non-compliant administrative file due to:

- absence or non-compliance, at the opening of tenders, of the original bid bond (bid bond and CDEC deposit receipt);
- failure to produce, beyond the 48-hour period following the opening of tenders, a document of the administrative file found non-compliant or missing at the opening (except the bid bond);

b) Non-compliant technical offer due to:

- absence of a methodological note for the execution of the works;
- absence of the sworn statement of non-abandonment of worksites during the last five (05) years and of non-registration on the list of defaulting companies drawn up by MINMAP;
- absence of a reference proving that the tenderer has executed, during the last ten (10) years, at least one road construction or paved road rehabilitation contract including box culverts, ten billion (10,000,000,000) CFA francs;
- failure to prove ownership, rental or leasing, in good working order, of the following minimum equipment (supporting documents as required in the Special Tender Regulations):
 - ✓ Crushing plant with a capacity $> 1,000 \text{ m}^3/\text{day}$ (01);
 - ✓ Concrete batching plant with a capacity of at least $10 \text{ m}^3/\text{h}$ (01);
 - ✓ Binder distributor $\geq 9,500 \text{ l}$ (01);
- absence of a Works Director meeting the following specific qualification and experience requirements: civil engineer, at least Bac+35 registered with the National Order of Civil

- Engineers (ONIGC), with at least ten (10) years of general experience in building and public works and having held at least the position of Works Supervisor on at least two (02) similar projects;
- absence of a statement of commitment to HIMO approaches (model in Document No. 16 of the Tender Documents), including the commitment to formalise, before the start of the works, a partnership agreement with the councils of the project area;
- absence of a financial capacity issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance, of at least fifteen billion (15,000,000,000) CFA francs;
- absence of proof of acceptance of the contract clauses (initialled and signed CCAP and CCTP);
- failure to meet three (03) of the four (04) essential criteria, including mandatorily the equipment and staff criteria;
- absence of the dated and signed integrity charter;
- absence of the dated and signed statement of commitment to comply with environmental and social clauses.

c) Non-compliant financial offer due to:

- absence of an element of the financial offer (stamped, dated and signed tender form; unit price schedule with prices in figures and in words; bill of quantities; breakdown of unit prices);
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- non-compliance of the breakdown of unit prices with the model provided in the Tender Documents;

d) false declarations, fraudulent practices or forged documents;

e) non-compliance with the file format for online submission;

15.2 Essential criteria

To be qualified, the tenderer shall meet at least three (03) of the four (04) criteria, including mandatorily the equipment and staff criteria:

- a) Proposed supervisory staff: 01 criterion;
- b) Equipment to be mobilised: 01 criterion;
- c) Tenderer's references: 01 criterion;
- d) Site visit certificate and illustrated report: 01 criterion.

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the tenderer whose tender meets the required technical and financial qualification criteria and is evaluated as the lowest, including any discounts offered.

17. Maximum number of lots

This Call for Tenders comprises a single lot.

18. Tender validity

Tenderers shall remain bound by their tenders for one hundred and twenty (120) days from the initial tender submission deadline.

19. Further information

Further information may be obtained during working hours from the Project Owner's offices, at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building housing the Central Services of the Ministry of Public Works, at Etoudi; administrative centre, door 4/36, Tel.: 222 22 92 34, or online on the COLEPS platform at

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or by any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

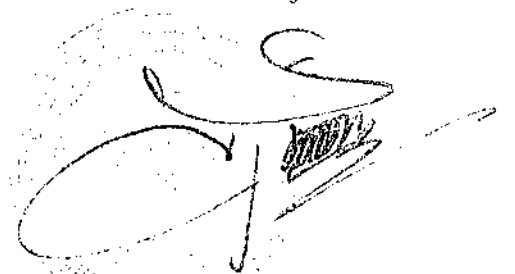
20. Fight against corruption and malpractice

To report any practice, fact or act of corruption or malpractice, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, *23/07/2012*
The Minister of Public Works

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- MINTP;
- Chairperson of the CIPM-TCRI;
- Chairperson of the CCCM-TR;
- Notice board / Chrono.



Emmanuel NGANOU